



Un positionnement UNSA déterminé

A la veille de la mobilisation du 5 décembre, l'UNSA agit pour un système de retraites efficace, juste et pérenne.

L'UNSA a donc fait le choix de maintenir au feu les deux fers de l'action :

- **La négociation jusqu'au bout** afin de protéger les salariés des effets négatifs de la réforme ou pour obtenir des avancées (comme par exemple l'augmentation au niveau du SMIC des plus petites retraites).
- **La mobilisation** dans les secteurs qui seraient les plus impactés par la réforme et qui sont en attente légitime de garanties et de compensations.

C'est cet équilibre entre les deux modalités de notre action qui assure à l'UNSA sa capacité à **parler au nom de toutes les salariées.**

Nous avons ainsi une **parole libre et assumée collectivement**, par toutes nos composantes, et nos fédérations, qui représentent les secteurs d'activité les plus divers (éducation, ferroviaire, indépendants, salariés du privé etc.).

Des propositions UNSA claires depuis le début des négociations :

- La garantie de 100% des droits acquis au moment du transfert vers le nouveau régime ;
- Une transition protégeant, pour tous les régimes, 10 à 15 générations ;
- Des adaptations quant à la durée de cette transition, des garanties et des compensations respectueuses des contrats sociaux pour les secteurs et les métiers les plus exposés ;
- La prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité quel que soit le secteur d'activité ou le statut ;
- Des avancées concrètes pour les femmes, les carrières hachées et multiples, et pour ceux ayant les plus bas revenus, avec un minimum de pension porté au niveau du SMIC.

Le rôle pivot de l'UNSA

Ce positionnement est **visible** et personne ne doute de l'implication double de l'UNSA : dans notre volonté d'argumenter avec le gouvernement et de faire des propositions comme dans les mouvements sociaux.

Ce positionnement a été **repéré** par les observateurs, la presse et le pouvoir.

Il nous assure **un rôle pivot dans les jours qui viennent**. Le gouvernement a décidé d'enjamber le 5 décembre. **Après cette date**, nous regarderons avec attention quelles seront ses réponses. La balle est dans son camp. Il peut faire le choix **d'assurer des transitions longues** et d'éviter de fabriquer des punis de la réforme par une application précipitée ou brutale.

S'il fait le choix inverse, l'UNSA saura hausser le ton pour faire connaître son opposition.

Une opinion publique à la pensée complexe

L'opinion publique est **un élément décisif** dans ces semaines.

Un sondage France Info/Dentsu Consulting daté de jeudi 28 novembre apporte les informations suivantes :

« **66 % des Français considèrent que le mouvement du 5 décembre est justifié et le même pourcentage (66%) est favorable à un alignement des régimes de retraite.** Ils considèrent donc que les catégories les plus

impactées sont légitimes à exprimer leurs inquiétudes et leurs demandes de garanties, tout en validant l'idée d'un régime universel. »

Nous serons forcément amené à observer de très près les évolutions éventuelles dans les jours qui viennent.

Il est normal que les oppositions s'expriment. Pour autant, **l'UNSA reste attachée à un rassemblement de la société autour de la question des retraites**. Nous devons œuvrer pour une **démocratie sociale et politique apaisée**.

Il s'agit finalement, de construire un contrat social, qui protégera l'ensemble de ses membres contre les effets de la pénibilité, de la fatigue et de la vieillesse, de renforcer la confiance de tous, et en particulier des plus jeunes, envers le régime par répartition. Il en va de sa pérennité !

Pour **l'UNSA**, syndicat réformiste qui a la volonté de s'impliquer pleinement dans ce projet retraite universel, c'est bien de la responsabilité conjointe des syndicats, des partenaires sociaux et des pouvoirs publics de trouver les voies et moyens pour éviter tout puni de la réforme des retraites.

Une organisation autonome

L'UNSA a choisi de porter **des positionnements clairs et précis, sans caricature ou simplisme**. C'est la raison pour laquelle, les fédérations mobilisées de l'UNSA ont fait le choix au niveau parisien de ne pas mêler leurs revendications catégorielles légitimes à la plate-forme du refus de tout et aux manifestations de la convergence politicienne. **La confusion serait préjudiciable au combat à mener et contreproductif pour les salariés concernés. Elles ont donc décidé d'organiser un rassemblement spécifique le jeudi 5 décembre au matin. Le Secrétaire Général viendra y apporter son soutien.**

POSITIONNEMENT UNSA AU SEIN DES GROUPES DE PROTECTION SOCIALE (GPS)

S'agissant des groupes de protection sociale, Ag2r-Réunica, Malakoff Médéric Humanis, Apicil, Audiens, nous avons fait le choix, en l'état actuel des échanges sur ce projet avec notre fédération et avec le gouvernement, de continuer à participer aux travaux en cours. A cet effet, nous avons déjà rencontré, le 23 octobre dernier, les négociateurs nationaux **UNSA**, pour faire entendre les spécificités qui sont les nôtres, à la fois concernés comme tous les citoyens par cette réforme mais également en notre qualité de salariés des GPS. Nous sommes attachés à défendre un système universel de retraite par **répartition paritaire**, mais aussi à sauvegarder nos Groupes et nos emplois. Vos représentants **UNSA** ont déjà porté ces préoccupations dans toutes les commissions de notre Branche des IRC/IP.

L'**UNSA**, en tant qu'OS représentative au niveau de la Branche IRC_reste très attentive au **devenir des 30 000 salariés qui gèrent aujourd'hui la Retraite Complémentaire**. Quelles activités leur seront confiées en délégation demain ? Par quel employeur ? avec quels droits sociaux ? **Sur ces points cruciaux pour l'avenir des salariés du GIE AG2R**, vous pouvez compter sur nous pour faire entendre votre voix.

Nous croyons encore à un dialogue social constructif. A ce stade des échanges la balle est dans le camp du gouvernement et de celui de notre branche. L'**UNSA**, toujours vigilante, reste prête à faire partie dans les prochains jours des opposants à ce projet si aucune de nos revendications évoquées plus haut n'est entendue.